

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERL ARC ATLANTIQUE

Le Pré de la Ville au Baul
22400 LAMBALLE-ARMOR

Code AIOT : 0005522133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement COOPERL ARC ATLANTIQUE (COOPERL HOR) implanté Le Pré de la Ville au Baul à LAMBALLE-ARMOR (22400). L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite consiste à vérifier la mise en service de l'unité HOR et le récolement à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 juin 2021 et de certains éléments contenus dans le dossier d'autorisation environnemental de 2019.

Les éléments du DAE contrôlés sont :

- les quantités produites;
- l'intégration et la sécurité du site;
- les conditions et les valeurs limites d'émissions atmosphériques;
- les conditions et les valeurs limites d'émissions des eaux usées;
- les moyens de lutte contre l'incendie;
- les conditions de stockage des produits chimiques;
- l'aménagement intérieur des ateliers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERL ARC ATLANTIQUE (nom usuel: COOPERL HOR)
- Le Pré de la Ville au Baul - 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005522133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site HOR est spécialisé dans la production d'héparine sur résine à partir du mucus intestinal du porc destiné à l'industrie pharmaceutique.

Contexte de l'inspection :

- Récolement à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 juin 2021 et des données du DAE de 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Gestions des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 5.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 1.2.3	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 2.3	Sans objet
4	Condition Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 3.2	Sans objet
5	Valeur limite des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 3.2.4	Sans objet
6	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 4.2.1	Sans objet
7	Plan des réseaux d'eau et identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 4.3.2 et 4.4.1	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 4.4.8	Sans objet
10	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 6.1.1	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 8.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est correctement tenu et sécurisé.

L'activité est soumise aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) qui sont un système composé de processus, de procédures et de documents qui garantissent que les produits pharmaceutiques sont fabriqués conformément aux normes de qualité .

Les résultats des analyses déjà mises en place montrent que l'exploitant est en mesure de respecter les valeurs limites d'émissions atmosphériques et aqueuses.

Les produits chimiques sont correctement stockés et placés sous rétention. Les fiches de données de sécurité sont mises à la disposition des opérateurs et de l'inspection.

L'établissement dispose de moyens suffisants pour lutter contre l'incendie.

Il n'a pas été relevé d'anomalies majeures sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Prescription contrôlée : Rubrique n°3450: Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires - Sans seuil (capacité de production : 90 t/an) - Régime Autorisation
Constats : L'unité de fabrication de l'héparine est divisée en 2 ateliers: - atelier de fabrication de l'héparine sur résine; - atelier sous-produit qui traite des autres produits issus de la ligne HOR. Ce sont des sous-produits de catégorie 3 impropres à la consommation humaine et destinés à des secteurs industriels distincts. Le travail d'héparine est soumis à la bonne pratique de fabrication (BPF). L'activité ayant démarré en janvier 2024, les chiffres de production donnés ne sont que des estimations: - 6 600 t /an de produits entrants (mucus de porc) - 40 t/an d'héparine sur résine. L'exploitant a déclaré qu'il n'atteindrait pas la capacité de production de 90 t /an fixée dans son autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 1.2.3 et 8.1.4						
Thème(s) : Situation administrative, Installations						
Prescription contrôlée : - <u>Article 1.2.3</u> : Consistance des installations autorisées L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : - Installation(s) connexe(s)						
<table><tr><th>Ouvrage</th><th>Superficie</th></tr><tr><td>Voirie, parking</td><td>5 600 m² environ</td></tr><tr><td>Bâtiments usine</td><td>1 000 m² environ</td></tr></table>	Ouvrage	Superficie	Voirie, parking	5 600 m ² environ	Bâtiments usine	1 000 m ² environ
Ouvrage	Superficie					
Voirie, parking	5 600 m ² environ					
Bâtiments usine	1 000 m ² environ					
- <u>Article 8.1.4</u> : Contrôle des accès Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.						
Constats : L'établissement est entièrement clôturé et fermé par un portail d'accès aux camions et piétons avec digicode. L'ensemble comprend: 1. la voirie (parking et voie d'accès) 2. le bâtiment de fabrication divisé en plusieurs zones, avec : <ul style="list-style-type: none">• <u>À l'extérieur du bâtiment</u>:<ul style="list-style-type: none">◦ un pont bascule;◦ une zone extérieure de dépotage des produits chimiques (soude) et de la matière première;◦ une zone équipée des laveurs d'air et bio-filtre;						

- un quai d'expédition;
- À l'intérieur du bâtiment:
 - des bureaux et les locaux du personnel;
 - une zone de fabrication de l'héparine;
 - une zone de traitement des sous-produits
 - les chambres froides de stockage de l'héparine sur résine.
 - une zone renfermant les équipements de la NEP

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 2.3

Thème(s) : Autre, Intégration paysagère

Prescription contrôlée :

2.3.1. - Propreté:

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

2.3.2. - Esthétique:

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

Constats :

Les locaux et les abords sont correctement tenus.

Concernant l'intégration paysagère, il s'agit d'un bâtiment de type industriel situé au milieu d'une zone déjà totalement à usage industriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Condition Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

3.2.1. - Dispositions générales:

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

3.2.2. - Conduits et installations raccordées:

Installations raccordées	Caractéristiques	Hauteur minimum en m	Débit (Nm3/h)	Vitesse (m/s)
Bio-filtre	Couvert avec cheminée	10	7570 (gaz réel humide)	> 8 m/s

Constats :

Les poussières, les gaz polluants et les odeurs sont captés à la source, canalisés et traités à travers un bio-filtre et un filtre à charbon.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeur limite des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 3.2.4		
Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :		
Paramètres	Concentrations maximales attendues en sortie bio-filtre	Flux maximum attendu en sortie bio-filtre
Poussières totales	< 5 mg/m ³	332 Kg/an
Hydrogènes sulfurée (H ₂ S)	< 5 mg/m ³	332 Kg/an
Ammoniac (NH ₃)	< 10 mg/m ³	664 Kg/an
Odeurs	< 3 300 UOE/m ³	24 981 000 UOE/h
<p>Des mesures relatives à la pollution atmosphérique par le bio-filtre doivent être réalisées (en entrée et en sortie du bio filtre) 1 fois par trimestre, au semestre ensuite en cas de respect des rejets maximum sur 2 mesures consécutives puis annuellement en dernière limite en cas de respect des rejets maximum sur 2 mesures consécutives.</p> <p>La copie des résultats doit être transmise à l'inspecteur de l'environnement.</p> <p>Un traitement complémentaire de l'air tel que des filtres à charbon actif sera mis en place au cas où le bio-filtre à lui seul ne permet pas le respect des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.</p>		
Constats : APAVE EXPLOITATION France a été chargé par l'exploitant de procéder à des contrôles sur des rejets atmosphériques. Le rapport de l'APAVE en date du 5 avril 2024 a été fourni à l'inspection. Les échantillons d'air ont été prélevés le 5 mars 2024 en amont du traitement et en aval du traitement avec le filtre à charbon et sans le filtre à charbon.		
- Résultats en amont du traitement des rejets atmosphériques: Poussières totales : 0 mg/m ³ H ₂ S: 0.071 mg/m ³ NH ₃ : 66 mg/m ³ Odeurs: 3780 Uo /m ³		
- Résultats en aval avec filtre à charbon: Poussières totales : 0 mg/m ³ H ₂ S: 0.055 mg/m ³ NH ₃ : 0 mg/m ³ Odeurs: 1 580 Uo/m ³		
- Résultats en aval sans filtre à charbon: Poussières totales : 0 mg/m ³ H ₂ S: 0.44 mg/m ³ NH ₃ : 0 mg/m ³ Odeurs: 1 370 mg/m ³		
<p>Les premiers résultats des analyses des rejets atmosphériques respectent les valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Ces résultats devront être confirmés par deux analyses sur les deux prochains trimestres au cours d'une production représentative.</p> <p>Compte tenu que le filtre à charbon ne modifie que très sensiblement les valeurs rejetées, l'exploitant envisage de le retirer du traitement de l'air et d'exploiter uniquement le bio-filtre.</p>		

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service d'inspection propose à l'exploitant de conserver pour l'instant le filtre à charbon pour les 2 prochaines analyses trimestrielles afin de confirmer les bons résultats de la première campagne de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Débit maximal journalier (m ³ /j)
Réseau public AEP	40000	200

Constats :

L'approvisionnement en eau est issu du réseau public AEP.

Un bilan des consommations d'eau sera fait en fin d'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan des réseaux d'eau et identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 4.3.2 et 4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux et identification des effluents

Prescription contrôlée :**- Article 4.3.2 - Plan des réseaux:**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

- Article 4.4.1 - Identification des effluents :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants:

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin

<p>de confinement), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction);</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux polluées: les eaux de procédé, les eaux de lavage des sols; • les eaux domestiques: les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine; • les eaux de purges des circuits de refroidissement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter un plan à jour des réseaux eaux usées, eaux pluviales. Le plan a été transmis le 18/04/2024 par l'exploitant.</p> <p>Les eaux pluviales voiries passent à travers un débourbeur/séparateur avant rejet vers le milieu. Le point de rejets est identifié.</p> <p>Les eaux usées de production et les eaux vannes sont envoyées vers la station d'épuration collective de Cooperl après passage dans un bassin tampon de 200 m³ qui sert également au fondoir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 4.4.8.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires		
Prescription contrôlée : [...]		
Volume journalier (m³/j)	200	
Débit de pointe (m³/h)	60	
Paramètres	Concentration maximale 24 h (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	5800	900
DBO5	4500	700
MEs	4000	600
NTK	580	100
N-NO3	100	20
NGL	680	120
PT	60	12
Chlorures	165	26
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats d'analyses des eaux usées pour les 15 premiers jours du mois d'avril (fichier tableur).</p> <p>Les VLE sont globalement respectées, exceptées celles concernant le pH sur 3 mesures et la DCO, NTK, NGL, PT sur une mesure.</p> <p>Selon l'exploitant le pH élevé (11) n'a pas eu d'incidence sur le fonctionnement de la station d'épuration. Les autres paramètres sont à surveiller.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le cadre GIDAF ayant été mis à jour par le service d'inspection, l'exploitant devra désormais renseigner ses résultats d'autocontrôle dans la base de données.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 9 : Gestions des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchet
Prescription contrôlée : Transport des déchets L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : L'exploitant a déclaré que l'unité HOR génère peu de déchets et qu'il souhaite mutualiser la gestion des déchets avec ceux de l'unité de congélation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier qu'il est en mesure d'identifier et gérer correctement les déchets générés par HOR avec ceux de l'unité de congélation (registre chronologique, lots, bordereaux de retrait, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier : <ul style="list-style-type: none">• les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site,• les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).
Constats : Les produits chimiques utilisés sont: <ul style="list-style-type: none">• la soude livrée en vrac et dépotée dans une cuve extérieure placée sous rétention;• des produits lessiviels (acides, bases) livrés en IBC et stockés dans le local NEP sous rétentions individuelles. L'exploitant a été en mesure de présenter le classeur avec les fiches de données de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés au maximum à 150 m de l'entrée du site, permettant de fournir un débit minimal de 120 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). L'exploitant est en mesure de justifier au préfet des Côtes d'Armor la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie et notamment: <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau de 3 000 m³ commune avec les autres installations du site COOPERL;• des poteaux incendie;• des extincteurs;• des systèmes de détections incendie avec report d'alarme;• d'un accès pompier. Les besoins en eaux ont été déterminés à 120 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, liste des ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.
Constats : La liste des équipements sous pression (ESP) a été fourni à l'inspection. Toutefois, il manque dans cette liste la date de mise en service de ces équipements et le régime de surveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra compléter sa liste en notifiant la date de mise en service des équipements et le régime de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours